

## PLUS

ESPAGNE  
LE SOCIALISTE TRANQUILLE

Hugo Dumas PAGE 4



LA DÉMOCRATIE  
À COUPS DE POING

Mathieu Perreault PAGE 3

LES LIBÉRAUX PRÉPARENT  
UN BUDGET...  
CONSERVATEUR

Stéphane Paquet PAGE 5

JOSÉ LUIS RODRIGUEZ ZAPATERO

Casablanca, Istanbul, Riyad, Madrid, Bagdad, Bassora, Falloujah, sans oublier Jérusalem : depuis la fin officielle de la guerre en Irak, les attentats terroristes se multiplient sur la planète. Où est donc passé le monde plus sûr qu'on nous avait promis à la veille de l'offensive ?

# L'ANNÉE DE TOUS LES DANGERS



MARC THIBODEAU

**G**eorge W. Bush l'affirme, le répète et le répète encore depuis que les troupes américaines et britanniques ont envahi l'Irak en mars 2003 : grâce à cette intervention, le monde est désormais un endroit «plus sûr».

Ses conseillers en sont si convaincus qu'ils entendent faire de cet argument un élément-clé de la campagne du président américain contre le candidat démocrate John Kerry, rapportait cette semaine le *New York Times*.

Le pari semble risqué. À l'extérieur des milieux conservateurs américains, rares en effet sont les analystes qui donnent raison à M. Bush. Certains affirment carrément le contraire.

C'est le cas notamment de Jon Wolfsthal, directeur adjoint du programme sur la prolifération nucléaire à la Carnegie Endowment for International Peace, un groupe de recherche de Washington.

Selon lui, le renversement de Saddam Hussein a fait de l'Irak «un pays plus dangereux qu'avant» pour le Moyen-Orient et pour le monde.

Avant les frappes, le régime baassiste était contenu et contrôlé, dit-il. Les inspecteurs onusiens, malgré les critiques dont ils ont été l'objet, exerçaient une surveillance efficace en matière d'armement et les visées expansionnistes manifestées par l'invasion du Koweït au début des années 90 n'étaient plus d'actualité.

«Les sanctions et la surveillance se sont avérées extrêmement efficaces pour contenir le régime. Le problème, et c'est un gros problème, c'est qu'on ne savait pas à quel point c'était efficace. En rétrospective, seuls les inspecteurs des Nations unies avaient un portrait juste de la situation, qui n'était pas affecté par un programme politique», indique le spécialiste.

Les liens présumés entre Al-Qaeda et l'Irak, plusieurs fois évoqués par l'administration Bush pour plaider l'urgence d'une intervention et démentis par les experts en terrorisme, sont désormais réalité, déplore M. Wolfsthal, qui souligne le rôle actif joué dans le pays par les sympathisants d'Oussama ben Laden.

«M. Bush a dit qu'il voulait faire de l'Irak le principal front de la lutte contre le terrorisme. Eh bien! il peut se vanter à juste titre d'avoir réussi!», ironise-t-il.

EPA PHOTO/EFE/JOSÉ HUESCA

Cette image d'un homme ensanglanté, Sergio Gil, fixant son téléphone cellulaire a fait le tour du monde au lendemain des attentats de Madrid, le 11 mars dernier. Une attaque qui a secoué l'Europe entière.

» Voir **DANGERS** en page 2

## PLUS

ANTOINE SFEIR À LA PRESSE

## Vers un FBI européen



LOUIS-BERNARD ROBITAILLE

COLLABORATION SPÉCIALE

PARIS — À la fois Français et Libanais, l'historien Antoine Sfeir est considéré comme un des meilleurs spécialistes, à la fois de l'islamisme et de ses manifestations terroristes. Directeur de la rédaction des *Cahiers de l'Orient*, il a publié, entre autres, un *Dictionnaire de l'islamisme* et *Les Réseaux d'Allah*, aux éditions Plon. La Presse l'a joint à Paris.

**Q** La police espagnole avait déjà arrêté plusieurs suspects sérieux, quelques jours à peine après l'attentat de Madrid. Dont Jemel Zougam, déjà connu de la police française. Faut-il parler d'efficacité policière, ou au contraire d'une incapacité des pouvoirs publics à prévenir les attentats ?

**R** Antoine Sfeir : À partir du moment où, après les États-Unis, l'Asie et les monarchies arabes, l'Europe tout entière est visée, il faut savoir qu'il n'y a pas de parade absolue contre le terrorisme. Même avec la meilleure coopération policière du monde, on peut tenir pour acquis que, pour un temps assez long, il y ait de temps à autre des attentats réussis.

À cela une première raison : Al-Qaeda n'est pas une structure centrale et hiérarchisée, mais fonctionne sur des cercles transversaux et sur un mode de gestion essentiellement locale. Les petits groupes disséminés en Europe et dans



PHOTO LA PRESSE

Antoine Sfeir

le monde sont en quelque sorte des « franchisés », qui utilisent le label pour exécuter cette vaste consigne : frappez contre les ennemis de l'Islam où vous voulez, comme vous voulez et lorsque vous pouvez. Les grands chefs ne sont informés de l'opération qu'à la dernière minute ou pas du tout. Et comme la cellule terroriste est parfois composée de jeunes issus de l'immigration et apparemment intégrés, elle est d'autant plus difficile à repérer.

Dans le cas des attentats de Madrid, l'enquête semble se diriger vers des Maghrébins qui ont passé la plus grande partie de leur vie en France et en Europe, et qui passent donc plutôt inaperçus. À commencer par Jemel Zougam, qui avait déjà été identifié par la police française et passait pour un second couteau. En outre, je dirais que les attentats de Madrid ne sont pas

gigantesques du point de vue logistique et financier : ils nécessitaient surtout du matériel humain en nombre suffisant. L'opération était très simple pour des gens décidés, y compris à mourir ou à jouer les kamikazes.

**Q** Et donc, même en ayant déjà identifié Zougam, c'était imparable...

**R** La vérité, c'est que la lutte antiterroriste, notamment en France, que je connais mieux, a obtenu de nombreux succès depuis septembre 2001. Il y a eu des dizaines de cellules démantelées et d'attentats déjoués. Mais, chaque fois qu'on a donné un coup de pied dans la fourmilière, certains sont passés au travers des mailles du filet, et parfois des deuxièmes ou troisièmes couteaux se sont retrouvés en première ligne. Ce fut sans doute le cas de Zougam, qui avait été considéré à l'époque comme un sympathisant ou un comparse. Et qui a par la suite changé de niveau. Lorsque, par la suite, les Français l'ont réclamé aux Espagnols, il y a eu effectivement un défaut de coopération, les responsables de Madrid se retranchant derrière le sacro-saint principe de souveraineté.

**Q** N'a-t-on pas l'impression que la justice et la police frappent un peu à l'aveuglette, avec des résultats limités ? Par exemple, à la suite de spectaculaires coups de filet du juge antiterroriste Jean-Louis Bruguière, une majorité des personnes interpellées ont été simplement relâchées ou, plus tard, acquittées...

**R** Ne croyez pas cela. Les enquêtes sont fort minutieuses. Et, bien souvent, le seul fait d'arrêter

un activiste, même pour le relâcher plus tard, a pour effet de déstabiliser le reste du réseau, qui se sent découvert. Cela dit, le renforcement de la coopération à l'échelle européenne est une nécessité absolue, qui sera encore plus impérieuse lorsque demain l'Union comptera 25 pays. À l'heure actuelle, il y a de très bons échanges d'information et de dossiers entre les grandes polices européennes : le MI5 en Grande-Bretagne, le BKA en Allemagne, la police française. Mais il peut y avoir ici et là des méfiances. Et on hésite parfois à livrer un suspect. Ainsi la Grande-Bretagne a toujours sous les verrous celui que l'on considère comme le financier des attentats de 1995 en France, mais n'accepte toujours pas de l'extrader. L'idée majeure qui fait son chemin ces jours-ci, c'est la création d'une sorte de FBI à l'échelle européenne. Avec la centralisation des dossiers et des pouvoirs d'intervention.

**Q** L'Europe peut-elle être considérée comme un ventre mou dans la lutte antiterroriste, comme le laissent parfois entendre les Américains ?

**R** Certainement pas. Certes, les Américains ont constitué le fer de lance lorsqu'il s'est agi de faire la guerre à Al-Qaeda sur le terrain, c'est-à-dire en Afghanistan. Mais pour ce qui est de lutter contre les réseaux dormants ou actifs en Occident ou en Asie, les États-Unis restent aujourd'hui en retard sur les Européens en matière de renseignement humain, tout simplement parce que, jusqu'en septembre 2001, ils avaient accordé la priorité absolue au renseignement électronique.

Confrontés à diverses formes de

terrorisme — l'IRA en Grande-Bretagne, l'ETA en Espagne, l'islamisme en France —, les pays européens ont une excellente pratique de renseignement sur le terrain. Et c'est la seule méthode efficace à long terme, couplée, bien sûr, avec l'infiltration des réseaux. En matière de lutte antiterroriste au quotidien, les États-Unis n'ont vraiment pas de leçon à donner aux Européens !

**Q** D'ailleurs, plutôt que de laxisme, ne devrait-on pas parler de risque de dérive sécuritaire dans beaucoup de pays européens, qui ont maintenant une législation d'exception pour cause de terrorisme ?

**R** La France dispose en effet d'une nouvelle législation assez dure en matière de terrorisme : possibilités étendues d'écoutes et de perquisition, prolongation de la garde à vue, etc. L'Espagne et l'Allemagne ont également des lois spéciales élargissant les pouvoirs de la police et des enquêteurs.

Seule la Grande-Bretagne reste pour l'instant en retrait, en raison de son attachement à l'*habeas corpus*, mais va suivre le mouvement. Va-t-on vers une dérive sécuritaire ? C'est un risque inévitable. Plus précisément, on peut redouter que, sous prétexte de lutte antiterroriste, on pratique de manière généralisée un amalgame entre Arabes, musulmans, intégristes et terroristes.

Bref qu'on retourne au délit de faciès. Pour éviter cela dans la mesure du possible, cela dépend entre autres du degré de formation de la police. D'autant plus que, au sein des populations françaises ou européennes d'origine arabe ou musulmane, les candidats au terrorisme sont une infime minorité.

## L'année de tous les dangers

## DANGERS

suite de la page 1

Claude Moniquet, président du Centre européen pour le renseignement stratégique et la sécurité, estime que les sympathisants d'Al-Qaeda profitent de toutes les occasions possibles pour favoriser l'émergence d'États islamistes s'inspirant de leur philosophie extrémiste. L'Irak constitue, dans ce contexte, une nouvelle « fenêtre d'opportunité pour le terrorisme ».

Bien qu'ils aient, selon l'expert, peu de chance de faire du pays une république islamique d'inspiration sunnite, ils peuvent par leur action subversive favoriser l'éclosion d'une guerre civile.

Les attentats de Madrid, qui seraient l'oeuvre de sympathisants d'Al-Qaeda, constituent par ailleurs une « très mauvaise nouvelle » pour la communauté internationale puisqu'ils mettent en relief le fait que le terrorisme islamiste demeure « une grave menace » en Occident malgré les efforts de répression engagés depuis les attentats du 11 septembre 2001.

« Les Américains ont tendance à dire qu'Al-Qaeda est en déroute, mais on voit bien que l'organisation demeure dangereuse », note M. Moniquet. L'émoi suscité dans les capitales occidentales par la « victoire tactique » des terroristes en Espagne témoigne de la peur qu'inspire l'organisation, qui a orchestré cette année des attentats sanglants en Arabie Saoudite, en Turquie et au Maroc.

Maha Azzam, une experte de la lutte contre le terrorisme au Royal Institute of International Affairs de Londres, est plus cinglante. « La guerre au terrorisme est un échec », concluait-elle cette semaine en entrevue à l'AFP.

## Lutte sans fin

Le nombre de groupes terroristes se réclamant d'Al-Qaeda n'a cessé de se multiplier depuis deux ans et la tendance risque de se poursuivre, obligeant les policiers à une lutte sans fin, souligne la spécialiste.

M. Moniquet estime que trop de gens en Occident, même au sein de l'administration américaine, voient l'organisation d'Oussama ben Laden comme une « armée dont il suffit de tuer les dirigeants et de détruire les quartiers généraux » pour triompher. La tâche est en fait beau-

coup plus complexe.

« Si on tuait d'un coup tous les dirigeants d'Al-Qaeda, je pense que ses sympathisants perdraient quelques mois, peut-être un an, mais ils ne disparaîtraient pas », dit-il. La nature décentralisée de l'organisation limiterait l'impact d'un coup de filet au sommet.

Bien qu'il n'y a « pas beaucoup d'autres stratégies possibles » que de poursuivre la répression policière pour endiguer le mouvement, la solution à plus long terme passe par la prise en compte des « moteurs » du terrorisme, note M. Moniquet, qui évoque notamment le conflit israélo-palestinien et les inégalités sociales et économiques dans les pays arabes.

## L'accès aux ADM

À défaut de générer une situation plus stable pour le pays et la région, l'invasion de l'Irak a permis de démontrer que le régime de Saddam Hussein ne disposait pas d'armes de destruction massive (ADM). La question de l'accessibilité de ces armes n'en demeure pas moins un sujet de préoccupation majeur à l'échelle de la planète puisque plusieurs événements sont venus jeter un doute sur l'efficacité des mesures de contrôle en place.

Le Pakistan a confirmé récemment que l'un de ses chercheurs les plus réputés, Abdul Qadeer Khan, père de la bombe nucléaire pakistanaise, avait chapeauté pendant plusieurs années un réseau illicite de vente de technologies nucléaires.

Le leader libyen Mouammar Khadafi a par ailleurs surpris le monde en déclarant à la fin de l'année qu'il entendait interrompre le programme nucléaire, embryonnaire, de son pays. L'administration américaine a indiqué que la manière forte utilisée en Irak l'avait convaincu de faire table rase, mais il semble, en fait, que les offres du régime à ce sujet aient été faites bien avant le lancement de l'opération militaire, note M. Wolfsthal.

Aucune de ces activités n'avait été décelée par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), chien de garde international du traité de non-prolifération nucléaire (TNP), qui a aussi été trompé par l'Irak.

Si l'absence persistante d'ADM en Irak témoigne de la qualité du travail des inspecteurs onusiens, il ne peut servir de référence puisque le



PHOTO REUTERS

Le 19 août 2003, attentat suicide contre le siège de l'ONU à Bagdad : 22 morts.

Conseil de sécurité leur avait conféré pour ce pays des pouvoirs de surveillance largement supérieurs à ceux qui sont normalement prévus pour les pays ratifiant le traité.

Selon M. Wolfsthal, il est urgent de revoir à la hausse les pouvoirs d'inspection de l'AIEA, ce que permet notamment un « protocole additionnel » de contrôle jusqu'à maintenant approuvé par une cinquantaine de pays.

Mark Gwozdecky, porte-parole de l'AIEA, soutient que l'organisation réclame depuis des années des pouvoirs élargis. « Quand on nous donne les outils requis pour faire le travail, nous le faisons », dit-il.

Le président de l'agence, Mohamed El-Baradei, dans une récente entrevue à la publication américaine *Arms Control Today*, estime qu'il faut aussi se questionner sur l'accessibilité aux technologies d'enrichissement d'uranium et de retraitement de plutonium nécessaires à la confection d'armes atomiques, qui n'est pas restreinte par le traité.

De telles installations pourraient par exemple être la propriété conjointe de plusieurs pays pour compléter le développement en douce d'un programme nucléaire, dit-il.

La logique du TNP, souligne M. Gwozdecky, est de permettre aux pays qui renoncent aux armes atomiques de profiter des technologies nucléaires destinées à des fins civiles. Le hic, c'est que certaines d'entre elles peuvent être à double emploi, civil et militaire.

Pour corriger cette lacune, le président américain a proposé en février d'empêcher tout pays qui ne dispo-

se pas encore de telles technologies d'enrichissement et de retraitement de les acquérir. Il demandait par ailleurs de faire de la signature du protocole additionnel une condition sine qua non pour tout pays important des technologies nucléaires.

M. Wolfsthal salue la volonté déclarée du président de resserrer les contrôles internationaux pour limiter la prolifération. Il note cependant que l'attitude de l'administration Bush n'est pas exempte de contradictions dans ce domaine, puisqu'elle vient parallèlement de réduire de plusieurs millions le budget consacré à la « sécurisation » des armes nucléaires de l'ex-Union soviétique.

« Je ne pense pas que la principale menace en matière de prolifération vienne des États voyous. Je crois que c'est plutôt du côté de l'ex-Union soviétique que les terroristes vont tenter de se procurer du matériel nucléaire », indique l'analyste.

M. Gwozdecky, de l'AIEA, est d'avis que les pays détenteurs d'armes nucléaires doivent réduire leur stock d'armes atomiques — on en compterait 30 000 à l'heure actuelle, la plupart étant aux États-Unis et en Russie — s'ils veulent convaincre les pays qui n'en disposent pas de leurs bonnes intentions en la matière.

« À l'heure actuelle, on a un double standard, note le porte-parole. D'un côté, la possession d'armes nucléaires est considérée essentielle comme moyen de dissuasion, de l'autre elle est décrite comme étant moralement répréhensible. Si les pays détenteurs ne réduisent pas leur arsenal, les pays qui n'ont pas

la bombe se demandent pourquoi ils devraient renoncer à tenter de l'acquérir », dit-il.

## Nouvelle génération d'armes

Daryl Kimball, directeur de la Arms Control Association, basée à Washington, juge que l'administration américaine doit être plus rigoureuse en matière de prolifération nucléaire. Le président, tout en multipliant les appels à un meilleur contrôle international, refuse de ratifier un traité sur les essais nucléaires et soutient le développement d'une nouvelle génération d'armes nucléaires destinées aux abris souterrains, regrette-t-il.

M. Kimball déplore par ailleurs que les États-Unis se soient opposés à une convention sur la vérification des armes biologiques similaire à celle qui a été mise en place en 1997 pour les armes chimiques.

L'accessibilité de ces armes constitue une source de préoccupation majeure en matière de lutte au terrorisme, mais la question est moins préoccupante que celle des armes nucléaires, selon le spécialiste.

Tout comme M. Wolfsthal, il estime que la communauté internationale, pour freiner les terroristes, doit mettre l'accent sur le contrôle des armes elles-mêmes plutôt que de prendre en compte la nature des régimes qui les possèdent ou tentent d'en développer.

« Il faut considérer les armes comme le problème principal puisque même des États déclarés amis peuvent éventuellement retourner leur veste et être tentés de partager leur savoir-faire », note-t-il.



VINCENT MARISSAL

## Brouhaha préélectoral (2)

Quand il a fini de dire tout le mal qu'il pense des libéraux, l'électeur moyen pose toujours la même question ces jours-ci : à quand les élections ?

La vérité, c'est que la seule personne à pouvoir répondre à cette question, c'est Paul Martin, et même lui ne le sait pas pour le moment. Donc, tout ce dont on est certain, c'est qu'il y aura des élections quand le premier ministre déclenchera des élections, comme aimait le répéter Jean Chrétien. Et s'il y a une chose que nous devrions avoir apprise avec l'ancien premier ministre, c'est qu'il est hasardeux de tenter de deviner la date du prochain scrutin.

Chose certaine, le scénario d'un déclenchement tôt en avril pour un vote le 10 ou le 17 mai a été évacué par le scandale des commandites. « À moins d'une dose massive de Viagra dans les sondages, il est hors de question de déclencher début avril », résume un *insider* libéral.

La coprésidente de l'organisation électorale nationale du Parti libéral du Canada et ministre du Patrimoine canadien, Hélène Chalifour-Scherrer, a toutefois affirmé plus tôt cette semaine à *La Voix de l'Est* que tout est en place pour des élections en mai, malgré le scandale des commandites. « Les Québécois sont émotifs, a-t-elle dit. Je le suis aussi. C'est leur réaction au scandale. Le Bloc en profite. Ils montent, mais ils vont redescendre. »

Peu importe la date du déclenchement, les quatre principaux partis continuent de se préparer pour

la campagne électorale. Voici un résumé de quelques bruits préélectoraux entendus ces derniers jours.

### Arthur dans la course ?

Parlant d'Hélène Chalifour-Scherrer, les proches de Paul Martin commencent à s'inquiéter de sa réélection dans sa circonscription de Louis-Hébert. Le spectre de la candidature du controversé animateur de radio André Arthur comme candidat indépendant angoisse les libéraux. M. Arthur « menace » de se présenter à toutes les élections fédérales ou provinciales, mais il ne l'a fait qu'une fois, disent les plus optimistes. Les autres, par contre, admettent que la grande gueule de Donnacona pourrait facilement recueillir plus de 3000 votes. Et comme M<sup>me</sup> Chalifour-Scherrer a remporté Louis-Hébert par 2500 voix de majorité en 2000, faites le calcul. Mais qu'André Arthur se présente ou non, le Bloc québécois est persuadé de pouvoir reprendre la circonscription avec son candidat Roger Clavet, ancien journaliste de Radio-Canada.

### Politique 101

Question de familiariser les recrues avec les principes fondamentaux de la politique et aussi de rappeler quelques évidences aux vétérans, les organisateurs libéraux au Québec ont organisé hier à Québec une séance de formation intensive pour les 50 candidats libéraux choisis à ce jour. Au menu : nouvelle loi sur le financement des partis politiques (qui limite notamment d'une manière draconienne les dons

des entreprises), stratégie de communication et principaux éléments du prochain programme politique. À en juger par l'état d'esprit morose des députés libéraux croisés ces derniers temps, un bon *pep talk* ne peut que leur faire du bien.

### Folco, de justesse

La députée Raymonde Folco, qui fait partie des derniers survivants chez les pro-Chrétien, a difficilement sauvé sa peau, mercredi soir, en remportant l'investiture de la circonscription de Laval-les-Îles par 33 maigres voix contre son challenger, Barbara Mergl, une candidate identifiée au « nouveau régime ». Comme quoi le clan Martin ne peut pas toutes les gagner. La joute n'est toutefois pas finie puisque que M<sup>me</sup> Mergl a décidé vendredi de demander un dépouillement judiciaire.

### Girard-Bujold indépendante ?

Frustrée d'avoir été battue à l'investiture de la nouvelle circonscription d'Alma-Jonquière (avec la complicité du chef Gilles Duceppe et du député Michel Gauthier), Jocelyne Girard-Bujold pourrait prendre sa revanche en se présentant comme candidate indépendante aux prochaines élections. Un sondage UniMarketing réalisé pour *Radio-Canada* et *Le Quotidien* la semaine dernière démontre qu'un électeur sur trois dans la région pense que M<sup>me</sup> Girard-Bujold devrait sauter dans la mêlée comme indépendante, ce qui viendrait passablement brouiller les cartes, indique aussi le sondage. Une division du vote souverainiste entre M<sup>me</sup>

Girard-Bujold et son tombeur, Sébastien Gagnon, favoriserait naturellement le candidat libéral, Daniel Giguère (l'ancien maire de Jonquière, connu aussi pour sa lutte contre les pétrolières).

### Encore de la division

Un autre bloquiste en rupture de ban avec son ancien parti pourrait faire mal au Bloc s'il décide de se présenter comme indépendant. Ghislain Lebel, le député de Chambly expulsé par Gilles Duceppe pour ses propos sur les ententes entre Québec et les nations autochtones, se présentera vraisemblablement comme indépendant aux élections. Il aurait tenté, par des émissions, un rapprochement avec le Bloc québécois, mais Gilles Duceppe ne veut plus rien savoir du mouton noir. Les libéraux se frottent déjà les mains en pensant à la division providentielle du vote souverainiste. Les bloquistes, eux, ragent déjà. « Les souverainistes ne lui pardonneront jamais s'il devait permettre aux libéraux de gagner Chambly », résume un candidat du Bloc.

### Le lièvre et la tortue, version libérale

Député de Pontiac depuis 1993, Robert Bertrand vient d'apprendre à la dure la mode de l'une des plus célèbres fables de La Fontaine : rien ne sert de courir, il faut partir à point. Selon de bonnes sources libérales, M. Bertrand a trop tardé à se mettre en campagne, convaincu qu'il était de remporter son investiture, et il s'est fait doubler par un

candidat à peu près inconnu jusque-là. C'est donc David Smith, un fonctionnaire fédéral à la retraite, qui représentera les libéraux dans Pontiac aux élections, ce qui revient à dire qu'il sera le prochain député de ce bastion rouge. « Je ne m'attends pas à un vote serré, avait pourtant confié M. Bertrand au *Droit* quelques jours avant l'assemblée d'investiture. On est très confiants de l'emporter. » Il avait raison sur au moins un point, le vote, effectivement, n'a pas été serré...

### Petite correction

En début de semaine dernière, le président du conseil bloquiste de la circonscription de Marc-Aurèle-Fortin (nouvelle circonscription de Laval), Jean Desautels, avait affirmé à *La Presse* être déçu du fait que le candidat Serge Ménard ait obtenu ses papiers de candidature directement du bureau national du Bloc québécois. M. Desautels affirmait que M. Ménard a « contrevenu aux usages ». Deux jours plus tard, le même M. Desautels a publié un communiqué pour démentir ses propres propos et accuser *La Presse* de l'avoir mal cité. Il affirmait en outre que « l'article est truffé d'autres erreurs de fait, comme cette accusation de non-neutralité de l'exécutif ». Mettons les choses au clair : cette accusation n'a pas été inventée, elle vient du porte-parole de Serge Ménard. Que s'est-il donc passé entre l'entrevue à *La Presse* et la publication du communiqué ? Un petit coup de baguette sur les doigts de la part du national, M. Desautels ?

# La démocratie à coups de poing

La violence ne se limite pas aux confrontations de hockeyeurs sur les patinoires. Elle est aussi présente dans la vie parlementaire de nombreux pays démocratiques. Et à cet égard, l'Asie bat tous les records, constatent les chercheurs.



MATHIEU PERREAULT

La semaine dernière, le vote de destitution du président sud-coréen, Roh Moo-hyun, a donné lieu à des scènes surprenantes. Des députés fidèles à M. Roh ont dû être trainés hors du parlement par des gardes de sécurité. D'autres ont lancé des souliers aux députés favorables à la destitution. Des pleurs, des larmes, des cris et des genuflexions de députés honteux de n'avoir pas pu éviter cet affront ont ponctué les derniers moments du débat.

Il est difficile d'imaginer une telle atmosphère à Ottawa, Québec ou Washington. Mais la violence parlementaire existe en Occident, affirme un jeune chercheur en sciences politiques de Chicago. Eugene Wolfe, du Chicago Center on Democracy, s'est penché durant son doctorat sur les émeutes dans les parlements japonais, dans les années 50, et russe, dans les années 90. En ce moment, il étudie la violence parlementaire aux États-Unis au 19<sup>e</sup> siècle, et en Inde dans les récentes décennies.

« Il est vrai qu'il y a beaucoup moins de violence dans les parlements occidentaux qu'au 19<sup>e</sup> siècle, mais je crois qu'elle fait encore partie du processus, affirme M. Wolfe. Dans les années 90, par exemple, il est arrivé que des membres du Congrès se chamaillent, et même une fois qu'ils se timent la cravate. Ce sont des infractions assez graves au décorum, et pourtant elles continuent à survenir. »

En 1993, un politologue de l'Université du Maryland, Eric Uslaner, a publié un livre qui a beaucoup marqué M. Wolfe, *The Decline of Comity in Congress*. « En gros, Uslaner affirme que les relations sont de plus en plus tendues au Congrès, et qu'il y a de plus en plus de comportements répréhensibles, la plupart du temps verbaux, dit M. Wolfe. Les représentants s'insul-



Le vote de destitution du président sud-coréen, Roh Moo-hyun, a donné lieu à des scènes surprenantes, la semaine dernière. Des pleurs, des larmes, des cris... et une généreuse bousculade ont ponctué les derniers moments du débat.

tent. On glorifie les comportements arrogants, les attitudes « in your face ». »

### Iidéologies

Tout cela est lié à la place grandissante des idéologies. « En Angleterre, entre 1945 et 1989, le président des Communes n'a dû faire un rappel au décorum que 45 fois, dit M. Wolfe. Mais 25 de ces interventions ont eu lieu dans les six premières années du gouvernement Thatcher. Aux États-Unis, la vague conservatrice de Reagan a amené au pouvoir des politiciens convaincus de la juste morale de leur point de vue. Ils voyaient moins la nécessité de faire des compromis, un mot qui a acquis une connotation négative. C'est devenu un système de gouvernement avec la victoire des républicains de Newt Gringrich en 1994. Les démocrates ont répondu en se radicalisant eux aussi. »

Durant les dernières élections en Grande-Bretagne, en 2002, le député John Prescott a frappé un opposant politique durant un débat public, alors qu'il faisait campagne. Ce geste ne fait pas partie à proprement parler de la violence parlementaire, mais il en dit long sur la valorisation des convictions

morales. « Prescott a bénéficié de son geste », relate Paul Heywood, professeur de sciences politiques à l'Université de Nottingham, en Angleterre, qui édite la revue universitaire *Government and Opposition*. « Il a été vu comme une personne proche de ses émotions, alors qu'en fait la violence est un signe qu'une personne n'a plus d'arguments. »

M. Heywood relate aussi qu'un député conservateur, Michael Heseltine, s'est fait remarquer à la fin des années 80 en brandissant au-dessus de sa tête la masse d'armes ornée de diamants qui est utilisée pour marquer l'ouverture des débats dans le parlement britannique. Fait amusant, l'expression « toe the line », qui signifie grosso modo narguer sans dépasser la limite, ou se ranger sur la ligne de départ, proviendrait de lignes installées sur le plancher du Parlement britannique pour garder les députés des deux partis à distance d'épée, selon un récent article du *Financial Times*.

Or, c'est justement la diminution de l'influence de l'idéologie qui a permis d'éliminer la violence dans les parlements occidentaux, affirme M. Wolfe. « La violence dans le Congrès américain, qui allait jus-

qu'à des menaces avec des pistolets, a commencé à disparaître avec la montée du système des partis. Au lieu de se déclarer profondément en faveur d'une politique, par exemple l'abolition de l'esclavagisme, on pouvait dire : j'appuie la position de mon parti sur ce point. C'était moins engageant au niveau personnel, et donc les émotions étaient moins à fleur de peau. »

Et au Canada ? « C'est un phénomène tellement rare qu'il n'est même pas possible de l'étudier », affirme Stuart Soroka, professeur de sciences politiques à l'Université McGill. « Tout ce qu'on peut dire au niveau du décorum au Canada, c'est que les règles sont rarement appliquées, selon l'humeur du président de la Chambre. Dans l'après-guerre, on a vu apparaître des règles interdisant de mentionner des articles de journaux, ou les questions supplémentaires, mais on voit bien qu'elles ne sont pas appliquées. Et malgré tout, on ne voit jamais de violence parlementaire. »

### Théâtre

Ailleurs en Occident, l'Italie est célèbre pour les combats de boxe qui ont accompagné les débats les

plus houleux des enquêtes anti-corruption « mains propres », dans la première moitié des années 90.

Mais c'est vraiment l'Asie qui remporte la palme dans ce domaine. Il y a cinq mois à Taiwan, un député s'est retrouvé à l'hôpital après une bagarre dans le parlement autour d'allégations d'adultère. L'an dernier, au Japon, un débat sur l'écoute électronique dans le cadre des enquêtes antiterroristes a provoqué une mêlée générale. Et récemment, en Inde, une bagarre a éclaté après qu'un projet de loi réservant un tiers des sièges du Parlement à des femmes eut été littéralement arraché des mains du député qui le présentait, et déchiré en morceaux.

Chose certaine, le spectacle parlementaire devient ainsi intéressant. Les intrigues aussi. L'une des thèses en vigueur, à propos de la destitution du président sud-coréen Roh, veut que M. Roh ait délibérément laissé agir ses opposants, en misant sur le fait que la destitution générerait tant de colère parmi ses partisans que son parti pourrait gagner haut la main les élections législatives prévues en avril. Comme théâtre, il n'y a guère mieux.

## PLUS

## DES OH! ET DES BAH!

La rubrique qui voit et entend tout

## DES CHIFFRES QUI PARLENT

317 15 000

C'est le nombre de citoyens américains qui ont demandé l'asile politique au Canada au cours de l'année 2003. Un nombre record.

C'est la somme, selon la GRC qui vient de porter des accusations dans cette affaire, que certains conseillers en immigration auraient demandé à des demandeurs d'asile en échange d'une promesse de réponse favorable de la part de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié.

## ICI ET AILLEURS

QUÉBEC  
Un député content

Personne ne reprochera à Québec au ministre du Développement économique et régional, Michel Audet, son manque d'enthousiasme. L'opposition péquiste, qui le surnomme gentiment M. Magoo, du nom du célèbre personnage de bande dessinée quasi aveugle et amant de littérature, trouve moins drôle sa performance économique. Même si 3000 emplois ont été perdus dans les régions au cours des trois derniers mois, comme ne cesse de le marteler le PQ, le ministre était tellement satisfait de sa propre réponse qu'il s'est littéralement applaudi. On n'est jamais si bien servi que par soi-même.

QUÉBEC  
Pauline qui?

Pauline Marois aurait-elle intérêt à se rappeler au bon souvenir des troupes péquistes? Mercredi, Solange Charest, députée péquiste de Rimouski, a oublié le nom de l'ex-vice-première ministre, alors qu'elle voulait lui passer la parole à la commission parlementaire sur le financement des universités. «Alors, M<sup>me</sup> la députée porte-parole officiel de l'opposition officielle, M<sup>me</sup> la députée de Taillon. Voyons, j'ai un blanc de mémoire. À vous la parole, madame», a-t-elle dit. Un oubli significatif?



PHOTO ROBERT NADON, LA PRESSE

OTTAWA  
Un bloquiste dans la lune

Dans son dernier bulletin parlementaire distribué aux portes des électeurs de sa circonscription (Rosemont Petite-Patrie), le député bloquiste Bernard Bigras fait campagne contre le projet de bouclier antimissile du président George W. Bush. «Au Québec, c'est non», lit-on sur la page couverture de son dépliant illustré par un missile. Un missile? Pas si sûr. Tout laisse croire qu'il s'agit plutôt d'une fusée Saturn V qui propulsait les capsules Apollo dans l'espace durant les années 60 et 70. Le député Bigras aurait intérêt à refaire ses classes en matière d'engins spatiaux.

MONTPELLIER  
Ben Laden en France

Pendant que les polices du monde entier tentent de mettre la main au collet d'Oussama ben Laden, un artisan français l'a vu marcher tranquillement dans les rues de Montpellier, dans le sud de la France. N'écouter que son courage, il a foncé avec sa voiture vers l'homme qui, malgré sa barbe, n'était pas le véritable leader d'Al-Qaeda. Selon son avocat, l'automobiliste zélé a été victime d'une hallucination. Il a néanmoins dû payer plus de 800 \$ à sa victime en plus d'être condamné à trois mois de prison avec sursis. Fort heureusement, le faux ben Laden s'en est tiré indemne.

LONDRES  
L'Italie contre-attaque

L'ambassadeur d'Italie à Londres, Luigi Amaduzzi, en a assez de ces chefs anglais qui insultent selon lui l'esprit de la cuisine italienne en ajoutant des ingrédients invertis à la pizza ou aux pâtes. Il a lancé un vibrant appel au maintien de la bonne tradition italienne en appelant les Britanniques à boudier la pizza aux ananas et autres pitoyables pastiches de la gastronomie italienne. «La cuisine, c'est de l'art», a-t-il plaidé. L'histoire ne dit pas s'il a été entendu.

PHOTO ROBERT NADON, LA PRESSE

## ILS, ELLES ONT DIT...

**Modeste**  
«Un ministre ne gère pas son ministère. Il n'a ni le temps ni la liberté de le faire.»

— L'ex-ministre Alfonso Gagliano comparaisant devant le comité des comptes publics.



PHOTO PC

**Optimiste**  
«Désormais, ce n'est pas qui on connaît qui comptera, mais ce que l'on connaît.»

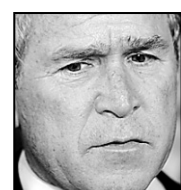
— La ministre de l'Immigration, Judy Sgro, au moment de présenter une réforme importante de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié.

## EN HAUSSE... EN BAISSÉ



## &gt; JEAN CHRÉTIEN

Le p'tit gars de Shawinigan est officiellement devenu Grand Shawiniganais.



## &gt; GEORGE W. BUSH

George W. Bush. Pas de sécurité dans le monde. Pas de démocratie en Irak. Et toujours pas de ben Laden en prison. Un an après le déclenchement de la guerre contre l'Irak, George W. Bush a beau prétendre que tout va bien, ça devient difficile à croire.



PHOTO AFP

Le premier ministre élu José Luis Rodríguez Zapatero, 43 ans, répondant aux questions d'un journaliste, lors de son passage à une station de radio de Madrid, quelques jours après son élection-surprise.

## JOSÉ LUIS RODRIGUEZ ZAPATERO

## Le socialiste tranquille



HUGO DUMAS

ENVOYÉ SPÉCIAL  
À MADRID

Quelques jours à peine avant les attentats du 11 mars à Madrid, personne ne donnait cher de la peau de José Luis Rodríguez Zapatero, 43 ans, secrétaire général du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE).

Les sondages prédisaient la réélection du Parti populaire (PP) du premier ministre José Maria Aznar, avec une confortable avance. La seule inconnue dans l'équation était de savoir si le PP allait rassembler la majorité absolue de 176 députés sur une possibilité de 350.

Puis, l'impensable s'est produit. En pleine heure de pointe matinale, des bombes explosent dans des trains de la capitale espagnole, 201 personnes périssent dans le carnage et 1500 autres sont blessées. Le pays est en état de choc et tous les indices pointent vers Al-Qaeda, qui a soutenu, dans un message vidéo, qu'il s'agissait d'une riposte à l'engagement de l'Espagne en Irak aux côtés des États-Unis.

Trois jours après les attaques, les Espagnols se retrouvent dans l'isolement. La première option : celle du PP et de son candidat Mariano Rajoy, 48 ans, politicien terne, secret, hermétique, sans charisme, dauphin de José Maria Aznar, le grand responsable de l'alignement de l'Espagne avec Washington.

La seconde option : celle du PSOE et du candidat José Luis Rodríguez Zapatero, 43 ans, qui a promis de retirer les troupes espagnoles de l'Irak dès qu'il gagnerait les élections.

La question a trotté dans la tête de plusieurs Madrilènes : y aurait-il pu y avoir des élections aux États-Unis le 14 septembre 2001, à peine trois jours après les attentats ? La réponse est non. Dans ce contexte de peur, d'incompréhension, de déroute et de colère, les Espagnols ont finalement porté au pouvoir M. Zapatero, à 12 sièges de la majorité absolue.

« La population a voté avec son coeur, plutôt qu'avec sa tête », ont commenté des analystes le soir des élections.

S'il ne dirige le PSOE que depuis juillet 2000, José Luis Rodríguez Zapatero a toutefois une feuille de route bien garnie. Natif de Valladolid, dans le nord-ouest de l'Espagne, il a toujours été fasciné par la politique. Son grand-père, Juan Rodríguez Lozano a milité dans l'armée républicaine et a été fusillé par les franquistes en 1936, en pleine guerre civile.

Âgé de 16 ans, il fait une rencontre marquante : Felipe Gonzalez (qui a dirigé l'Espagne de 1982 à 1996). Le jeune Zapatero s'amuse même à imiter les tics de l'homme politique, qu'il reproduit encore aujourd'hui. Deux ans plus tard, il rejoint le PSOE et se fait élire alors qu'il n'a que 26 ans. M. Zapatero, professeur de droit constitutionnel, a longtemps été le plus jeune parlementaire, une sorte de Mario Dumont.

La presse dit de lui qu'il est un socialiste tranquille. Lui soutient vouloir insuffler de la jeunesse au PSOE. Après l'annonce de sa victoire dimanche dernier, M. Zapatero n'a pas empoigné le micro pour se lancer dans un discours enflammé. Il a plutôt demandé à ce qu'on observe une minute de silence en mémoire des victimes du 11 mars.

Le nouveau premier ministre espagnol est soutenu par plusieurs intellectuels et artistes, dont Pedro Almodovar. De passage cette semaine à Madrid pour la promotion de son nouveau film, *La Mala Educación*, le cinéaste s'est réjoui « du changement de gouvernement après huit ans de léthargie ».

Comme M. Zapatero, près de 90 % de la population espagnole s'est prononcée contre la guerre en Irak. Alors, pourquoi quelques jours avant les attentats, les Espagnols s'apprétaient-ils à réélire le

« La population a voté avec son coeur, plutôt qu'avec sa tête », ont commenté des analystes le soir des élections.

parti qui les avait engagés contre leur volonté dans cette guerre ?

Essentiellement pour des raisons économiques. Pendant les huit ans de José Maria Aznar au pouvoir, de 1996 à 2004, l'Espagne a connu un boom incroyable, devenant un des pays les plus prospères d'Europe. Sa croissance économique a atteint 2,4 % en 2003, surpassant largement la moyenne européenne de 0,5 %.

En 1996, le taux de chômage en Espagne frisait les 25 %. Huit ans plus tard, il a chuté à 11,7 %. Un chiffre encore très élevé, mais beaucoup moins qu'en 1996.

Sous Aznar, l'Espagne a régularisé la situation de nombreux immigrants et la population étrangère y a triplé. Grâce à ces nouveaux arrivants, la courbe démographique du pays monte un peu, mais sans plus : le taux de fécondité demeure présentement à 1,2 enfant par femme.

En 1979, le revenu par habitant des Espagnols était le même que celui des Irakiens. En 2002, l'Espagne se classe au sixième rang des investisseurs mondiaux à l'extérieur de ses frontières. « Force est

de constater que c'est à partir de l'arrivée de José Maria Aznar, sous l'impulsion des réformes libérales conduites avec son ministre des Finances, Rodrigo Rato, que le développement a explosé jusqu'à permettre à l'Espagne de combler en quelques années le retard accumulé depuis deux siècles », écrivait récemment le magazine *Le Point* en éditorial.

Autrefois considéré comme un petit pays de vacances sans influence et peuplé de toréadors, l'Espagne a acquis une visibilité internationale, ce qui fait bomber le torse à ses habitants. La décision de s'allier avec les États-Unis a été controversée, mais a valu à l'Espagne un regain d'intérêt dans la presse anglo-saxonne.

Pourtant, en 1996, l'arrivée de José Maria Aznar au pouvoir, un ancien inspecteur d'impôts sans charisme ni panache, avait provoqué du mépris et de la suspicion. Les journaux locaux l'avaient d'ailleurs baptisé *Don Nadie* (Monsieur Personne) tellement il multipliait les efforts pour passer inaperçu.

Aujourd'hui, M. Aznar a 51 ans. Il a volontairement choisi de quitter la vie politique pour se consacrer à la fondation qu'il a créée. Selon différents sondages, les Espagnols le perçoivent comme arrogant, dur, sec et intolérant, ce à quoi il a répondu, en entrevue à l'Associated Press, que ça ne le dérangeait pas.

« C'est comme de reprocher à Zidane de ne pas avoir de cheveux. Les leaders dont on a besoin sont ceux qui ont des idées et des convictions. Le pouvoir, on l'exerce seul. C'est comme ça et je l'ai assumé. »

La femme de M. Aznar, Ana Botella, 51 ans, aura fasciné les Espagnols pendant huit ans. On dit d'elle qu'elle a froissé (et éclipsé) la reine Sofia tellement elle a accru la visibilité de la femme du chef du gouvernement. Issue d'un milieu catholique très conservateur, elle coupe systématiquement tous les ponts avec les gens autour d'elle qui ont divorcé.

Quant à Mariano Rajoy, le nouveau chef de l'opposition, il n'est pas plus flamboyant que son prédécesseur à la tête du PP. Né à Saint-Jacques-de-Compostelle, en Galice, il fume 10 cigares par jour, aime le soccer, les romans historiques et le cyclisme. Il est marié à Elvira Fernandez, Galicienne comme lui. Il zozote et est beaucoup plus conciliant qu'Aznar.

En campagne électorale, M. Rajoy a refusé de participer à un débat télévisé avec M. Zapatero. M. Rajoy a aussi la fâcheuse habitude de ne jamais laisser les journalistes lui poser des questions en conférence de presse, ce qui ne lui confère pas l'image d'un politicien transparent.

# L'ÈRE MARTIN

## Les libéraux préparent un budget... conservateur

STÉPHANE PAQUET

Mardi prochain, le ministre des Finances, Ralph Goodale, arrivera aux Communes avec des souliers tout neufs. Ils ont été achetés à Regina, révèle-t-on dans son entourage. Comme le veut la tradition, il portera aussi une fleur à la boutonnière, épinglée une heure plus tôt par sa femme, Pamela.

À 16h précises, il prendra la parole pour présenter le premier budget du gouvernement de Paul Martin. Contrairement à ce que l'on voit souvent dans des budgets précédant de peu des élections, celui-ci ne devrait pas comporter de trop grandes largesses.

Avec le scandale des commandites en arrière-plan, Ralph Goodale s'apprêterait plutôt à essayer de convaincre les électeurs qu'Ottawa n'a plus l'intention de jeter l'argent des contribuables par les fenêtres.

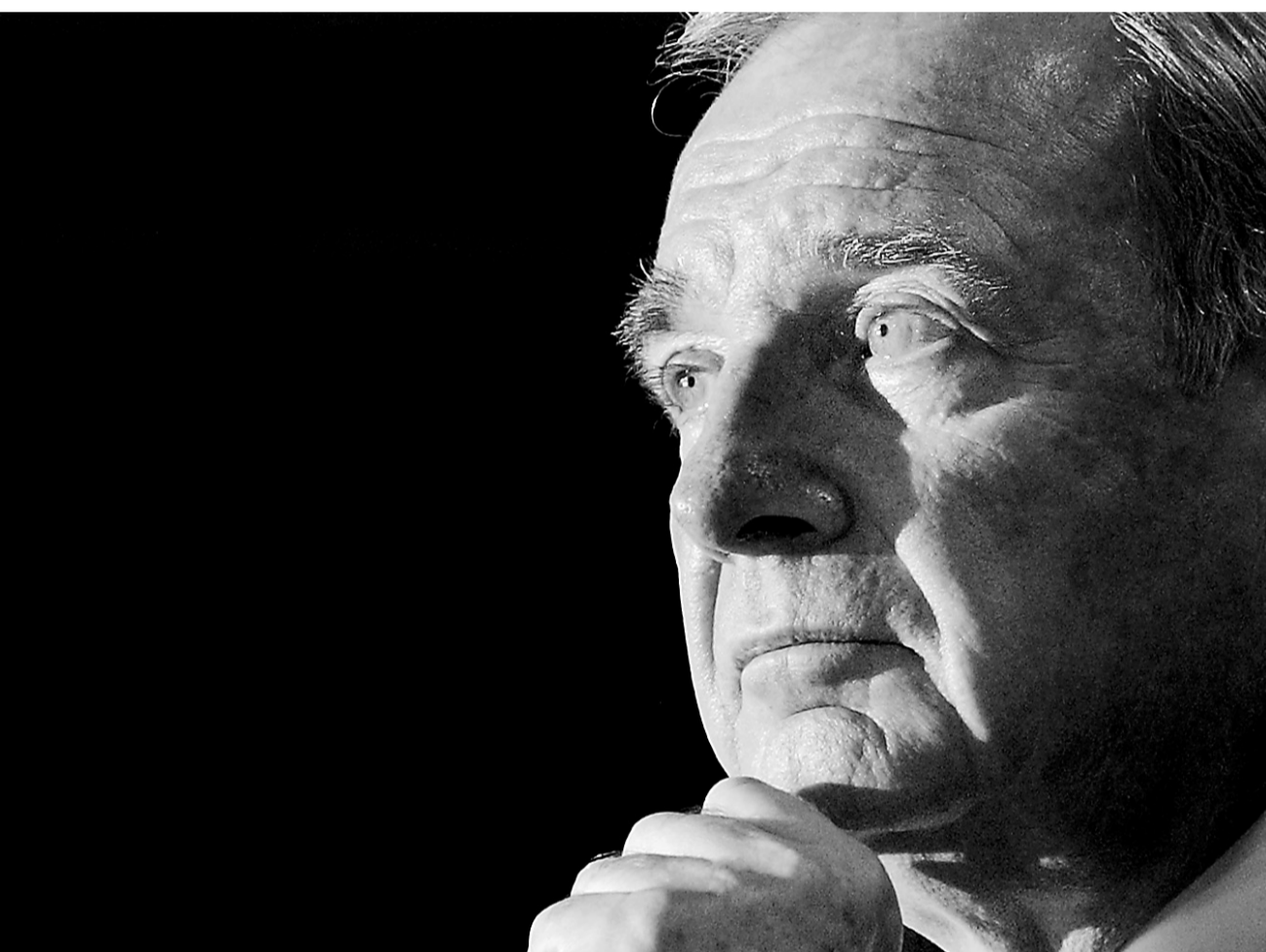
À Ottawa, on s'attend donc à un message d'austérité. D'autant plus que les libéraux se rappellent le dernier budget de l'ère Chrétien et les réactions négatives qu'avaient provoquées les milliards qui pleuvaient pour un peu tout le monde, comme si le temps des grandes dépenses était revenu à Ottawa.

Paul Martin, qui avait à l'époque dû céder sa place au ministère des Finances à John Manley, ne se cachait pas trop dans les couloirs des Communes pour exprimer à ses collègues ses réticences face au caractère dépen-

sier de ce budget. Celui-ci comportait une augmentation de dépenses de 14,3 milliards, ce qui le propulsait à un sommet historique de 138,6 milliards.

Malgré des surplus que le Bloc québécois estime à 10 milliards, le prochain budget a donc toutes les chances d'être beaucoup plus prudent. Cela devrait plaire à l'ouest du pays, où Paul Martin aimerait bien reprendre quelques sièges aux conservateurs unifiés. Mais le premier ministre devra aussi faire preuve d'imagination pour imprimer sa marque, donner l'impression qu'il s'agit du premier budget de l'ère Martin plutôt que celui de la fin du troisième mandat libéral.

Voici un tour d'horizon des principaux enjeux du prochain budget fédéral.



## ÉDUCATION POSTSECONDAIRE

### Situation

Dans le reste du Canada à l'exception de Terre-Neuve, les droits de scolarité ont explosé ces dernières années. Au Québec, ils sont toujours gelés et les universités s'en plaignent. Partout, l'enseignement postsecondaire clame son manque de financement pour former les quelque 100 000 étudiants supplémentaires depuis 2001 et pour concurrencer les institutions américaines.

### Demande

L'association des universités et collègues du Canada réclame, comme pour les villes, le remboursement total par le fédéral de la TPS que ses 93 membres paient. Elle demande aussi une nouvelle injection de fonds d'environ 200 millions.

### Indication

Le ministre des Ressources humaines, Joe Volpe, a déjà indiqué que le financement du programme de prêts étudiants du fédéral (qui s'applique dans les autres provinces) serait amélioré. «Nous voulons un Canada où chaque enfant est prêt à apprendre, lorsqu'il prend le chemin de l'école, un Canada où chaque personne a la possibilité de poursuivre des études postsecondaires, sans égard à son lieu de résidence ou à ses moyens financiers», affirmait aussi le premier ministre Martin cet hiver. Le budget prévoira donc plus de 100 millions pour aider les familles pauvres à placer de l'argent dans des fonds d'études.



DEMANDE  
**200 millions**  
Pour les universités

## LA SANTÉ

### Situation

Mardi dernier, une étude de la banque TD indiquait que «les dépenses du secteur de la santé sont en passe d'atteindre près de la moitié des dépenses discrétionnaires provinciales et territoriales d'ici 2008-2009». Le Conference Board disait aussi que le vieillissement de la population et la hausse des coûts de santé feront passer les dépenses publiques provinciales et territoriales en santé de 72,5 milliards l'an passé à 170,3 milliards en 2019-2020. Ça laisse peu de marge de manoeuvre pour tout le reste!

### Demande

Les provinces ont réussi à arracher, et le mot est juste, 12 milliards d'argent frais sur trois ans avant le départ de Jean Chrétien. Mais elles en veulent plus, allant jusqu'à payer 1,5 million pour une campagne de publicité dénonçant Ottawa. Selon leur calcul, Ottawa ne paie plus que 16% de la facture totale des soins de santé. Elles demandent d'augmenter cette portion à 25%.

### Indication

La crise du SRAS a laissé des traces dans la capitale fédérale. «Il est clair, disait le premier ministre Martin, que nous devons trouver de nouvelles façons de gérer les risques globaux liés à la santé.» Des fonds devraient donc être disponibles pour créer l'Agence de la santé publique du Canada. M. Goodale a dit plus récemment qu'il serait «en mesure de faire d'importantes contributions à la qualité de vie des Canadiens» dans son prochain budget.



DEMANDE  
**25%**  
Part de la facture assumée par Ottawa

## L'AGRICULTURE

### Situation

Juste au moment où les fermiers de l'Ouest, terre de prédilection des conservateurs, se remettaient d'importantes sécheresses, un boeuf albertain a eu la mauvaise idée d'échouer à un test de dépistage de la vache folle. Comme si ce n'était pas assez, des poulets ont aussi attrapé la grippe aviaire en Colombie-Britannique.

### Demande

«Demande» devrait ici être au pluriel, puisqu'il y en a pour près de 1,5 milliard. D'abord, les agriculteurs veulent qu'Ottawa renouvelle le financement ad hoc de 600 millions d'un fonds de transition pour la sécurité du revenu. Ensuite, pour faire face aux chocs découlant de la vache folle, ils demandent trois quarts de milliard.



**1,5 milliard**

Pour la sécurité du revenu et pour la maladie de la vache folle

### Indication

«Je pense que le gouvernement a la responsabilité d'appuyer l'industrie de l'élevage de bétail», a dit récemment M. Martin. Selon le *Globe and Mail*, le budget devrait prévoir entre 500 millions et 1 milliard pour aider les éleveurs de bétail.

## LES VILLES

### Situation

Les Montréalais le constatent plus souvent qu'à leur tour : les nids-de-poule sont légion, les conduites d'eau éclatent l'une après l'autre. Et Montréal n'est pas seule. Les villes canadiennes, qui relèvent des provinces, se tournent vers Ottawa pour que le gouvernement fédéral les aide à renouveler leurs infrastructures.

### Demande

Les maires avaient mis la barre haut, très haut même. Mais ils l'ont rabaisée un peu. Ils ne parlent plus d'amender la Constitution pour inclure le statut des villes, mais demandent toujours 2,5 milliards tout de suite. Ça urge! crient-ils.



**2,5 milliards**

Pour le renouvellement des infrastructures

### Indication

Ottawa a déjà indiqué que les 500 millions que les villes versent en TPS ne leur seraient plus réclamés. La mesure devrait être officialisée dans le budget. Et comme Paul Martin, pendant la course au leadership qui n'en était pas vraiment une, a beaucoup parlé d'un nouveau partenariat avec les villes, celles-ci espèrent davantage. Une petite surprise?

## LOGEMENT SOCIAL

### Situation

Tout le monde le dit : il manque de logements sociaux. Et beaucoup. Selon le FRAPRU, 735 000 ménages canadiens consacrent plus de la moitié de leur budget au logement, dont 218 000 au Québec. La hausse des loyers qu'a connue le reste du Canada ces dernières années s'est transportée au Québec et la situation risque d'empirer.

### Demande

2 milliards par année, ce qui équivaldrait à doubler la somme que le fédéral consacre au logement social. Une telle somme permettrait de construire environ 30 000 logements.



**2 milliards par an**

Pour la construction d'environ 30 000 logements sociaux

### Indication

Vous pouvez garder vos marteaux et vos clous dans votre coffre à outils. Quand M. Martin a annoncé son aide aux municipalités, il a clairement indiqué que celles-ci avaient la responsabilité du logement. De nouveaux engagements pourraient être pris... pendant la prochaine campagne électorale!

## LA PÉRÉQUATION

### Situation

Le 31 mars, l'actuel programme de péréquation prend fin, Ottawa doit le renouveler. La péréquation, c'est ce qui permet d'envoyer l'argent des provinces plus riches vers les plus pauvres. Le hic, c'est que les calculs ont été fort instables au cours des dernières années, comme l'a appris Yves Séguin.

### Demande

Une formule plus stable, mais aussi, vous l'aurez deviné, plus d'argent. Le programme de péréquation représente des transferts d'environ 10 milliards par année. Les provinces réclament 3 milliards de plus.



**13 milliards par an**

Pour les provinces

### Indication

La Saskatchewan, terre natale du ministre des Finances, est une de celles qui crient fort pour obtenir plus d'argent de la péréquation, se disant injustement traitée. Jusqu'ici, Ralph Goodale a été fidèle à lui-même et à la réserve que doit s'imposer un ministre des Finances. Chose certaine, une réforme est en cours.

## LA DÉFENSE

### Situation

Paul Martin a déjà annoncé une révision du rôle des Forces canadiennes. Le rapport est attendu l'automne prochain. En augmentant le budget tout de suite, le gouvernement Martin enverrait deux signaux : un à la communauté internationale qui comprendrait que le Canada veut jouer un rôle militaire plus important et un autre aux électeurs conservateurs qui ont vu les candidats à la direction de leur parti décrier l'état lamentable de nos forces armées.

### Demande

En ce domaine, *sky is the limit*. Quelques jours avant l'arrivée au pouvoir de Paul Martin, quatre anciens officiels de haut rang ont réclamé 75 milliards de plus en 15 ans pour la Défense. Rien de moins.



**75 milliards**

Pour renforcer l'armée

### Indication

«Les Forces canadiennes doivent pouvoir remplir toute mission nécessaire pour défendre efficacement le Canada, protéger le continent et contribuer à la paix et la sécurité mondiale», dit le ministre de la Défense, David Pratt. En entrevue à CTV, le ministre Goodale a dit qu'il «comprendait les pressions» exercées sur l'armée.

## ÉLECTIONS RÉGIONALES EN FRANCE

## Raffarin pris au piège

Les élections régionales dont le premier tour est joué aujourd'hui en France font craindre une remontée des extrêmes, aussi bien à droite qu'à gauche. Un vote crucial, à trois ans des prochaines présidentielles.



LOUIS-BERNARD ROBITAILLE

COLLABORATION SPÉCIALE

MARSEILLE — Le 11 mars, à Marseille, le premier ministre Jean-Pierre Raffarin se livrait à un exercice légèrement acrobatique.

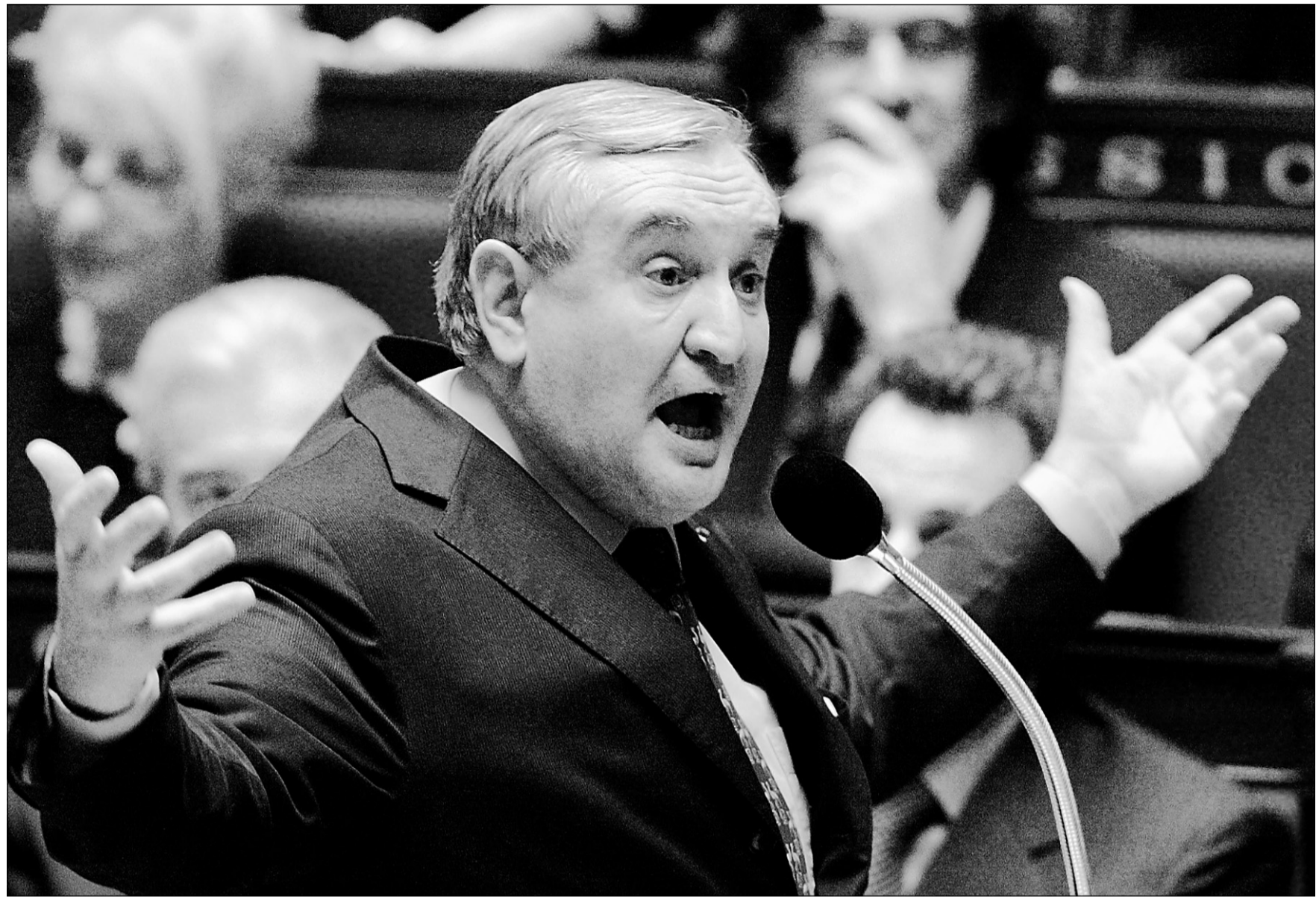
Si le chef du gouvernement se trouvait ainsi en début de soirée dans une grande réunion électorale pour soutenir la liste de droite aux régionales des 21 et 28 mars, c'était pour ainsi dire par inadvertance. Car, bien entendu, l'élection de 22 conseils exécutifs régionaux n'a rien à voir avec la politique nationale du pays ou les choix de politique étrangère. « Il ne faut pas confondre nation et régions », martelait M. Raffarin du haut de la tribune.

Il avait raison, au moins, d'essayer de nier l'évidence. En France, même les scrutins locaux ont une dimension nationale, à commencer par les municipales, où les grands partis se disputent jusqu'aux villages de 500 habitants. Et chaque fois, la hantise du gouvernement, c'est de se retrouver avec un vote sanction humiliant qui l'affaiblit durablement — un peu comme si, au Québec, on avait en même temps 12 élections partielles.

Cette année, c'est seulement pire que d'habitude: ces régionales constituent la seule consultation majeure avant le printemps 2007, alors que se tiendront à la fois la présidentielle, les législatives et les municipales. Trois ans sans élections, cela représente pour la France une éternité. D'où le message répété par l'ancien premier ministre socialiste « retraité » Lionel Jospin lors de ses trois dernières « sorties privées »: « Si les Français ont un message à faire passer à ce gouvernement, en particulier sur sa politique de régression sociale, c'est le moment de le faire. »

Finalement, plus encore que d'habitude, le vote portera sur le gouvernement, ses performances, le taux de chômage, et assez peu sur la qualité des conseils exécutifs régionaux sortants. Et comme il s'agit d'un scrutin sans enjeux majeurs, on peut s'attendre à l'expression de tous les mécontentements. Avec, éventuellement, une débâcle pour le gouvernement Raffarin. Celui-ci en est donc condamné à sillonner le pays, d'une région-clé à l'autre, entre la région parisienne (Île-de-France) et la Provence-Alpes-Côte-d'Azur (PACA), tout en expliquant que ces élections n'ont « pas de signification nationale » et que leur résultat sera « illisible ».

L'ironie dans cette affaire, c'est que, pour des élections qu'elle souhaiterait essentiellement locales, la droite, réunie sous la bannière unique de l'Union pour un mouvement populaire (UMP), a jeté dans la bataille pas moins de 19 ministres. À commencer par le porte-parole du gouvernement, Jean-François Coppe, en Île-de-France (10



« Il ne faut pas confondre nation et régions », martèle par les temps qui courent le premier ministre français Jean-Pierre Raffarin.

millions d'habitants), ou le secrétaire d'État aux Affaires étrangères, Renaud Muselier, en PACA (4,5 millions).

En cas de catastrophe électorale, Jean-Pierre Raffarin pourra difficilement prétendre qu'il ne s'est rien passé. Surtout si, comme cela est fort possible, « sa » région Poitou-Charentes, qu'il a gouvernée pendant 12 ans, bascule à gauche.

« Le gouvernement n'a certes rien à gagner dans ce grand test électoral, estime le politologue Pierre Giacometti: la droite tenait 14 régions sur 22, elle ne peut que reculer. Mais disons que, si elle ne perd que trois ou quatre régions, et en gagne au moins une majeure, Paris ou PACA, c'est un match nul. Si elle en perd six sans en gagner aucune sur la gauche, c'est un échec grave. »

**L'ironie dans cette affaire, c'est que, pour des élections qu'elle souhaiterait essentiellement locales, la droite (...) a jeté dans la bataille pas moins de 19 ministres.**

Autre désagrément en perspective pour l'UMP: le score de François Bayrou, le chef des centristes dissidents de l'UDF, et qui prépare déjà sa candidature à la présidentielle de 2007. Tirant à boulets rouges sur le gouvernement, Bayrou présente des listes concurrentes dans 16 régions. On lui donne des chances de battre l'UMP, soit en Aquitaine, la région de l'ancien premier ministre Alain Juppé, soit en Île-de-France. Tout ça ferait très mauvais genre.

**Risque d'« implosion »**

« Curieusement, dit encore Giacometti, ce n'est pas la gauche qui menace la droite, car elle est encore bien convalescente, mais plutôt une sorte d'implosion électorale due à l'abstention et aux votes protestataires. »

De fait, si l'on suit pendant quelques jours la campagne électorale depuis Marseille, la grande ville portuaire d'un million d'habitants qui domine la région PACA, ce ne sont ni la gauche ni la droite qui font parler au comptoir des bistrotts, c'est encore et toujours Jean-Marie Le Pen, increvable bateleur de l'extrême droite qui, à 74 ans aujourd'hui, annonce imperturbablement sa candidature aux présidentielles de 2007.

Le Pen faisait campagne en PACA depuis six mois. Il y a trois semaines, il s'est retrouvé inéligible, faute d'avoir démontré qu'il résidait, même temporairement, dans la région. On le soupçonne en fait d'avoir lui-même provoqué son inéligibilité, estimant nulles ses chances de gagner ou d'arriver au moins en deuxième position au soir du 21 mars. Qu'à cela ne tienne: jamais il n'aura été aussi présent que depuis qu'il n'est pas candidat à la présidence de la région.

Redevenu électron libre, il a été vu l'autre semaine autour de Marseille, distribuant ses sarcasmes sur ces politiciens « qui sont des voleurs, des escrocs et des menteurs ». Sans l'ombre d'un programme digne de ce nom, Le Pen vous tient pendant deux heures une salle de 500 personnes à Margnane, grande banlieue de Marseille, en brocardant Nicolas Sarkozy, « le Tartarin de Neuilly-sur-Seine », en s'attaquant aux « incapables », aux « pourris ».



À Marseille, ce ne sont ni la gauche ni la droite qui font parler au comptoir des bistrotts, c'est encore et toujours Jean-Marie Le Pen, increvable bateleur de l'extrême droite qui, à 74 ans aujourd'hui, annonce imperturbablement sa candidature aux présidentielles de 2007.

« Notre résultat ? Cela dépend du score du Front national », dit-on dans l'entourage de Renaud Muselier (droite). En cas de nouvelle poussée majeure du FN, cela pourrait signifier un désastre pour la droite, en PACA et ailleurs dans le pays.

Le résultat de l'extrême droite est la grande inconnue de ce scrutin. Elle avait atteint le niveau historique de 18 % des voix en avril 2002. Peut-elle monter encore plus

haut ? Invariablement, les maisons de sondages ont échoué à évaluer le poids électoral du FN, pour cette raison que ses électeurs refusent d'afficher leur choix. Du coup, le vote FN est généralement sous-évalué. Crédité aujourd'hui d'environ 15 %, il pourrait aussi bien frôler les 20 % ce soir sur le plan national. Ce qui constituerait un nouveau séisme. Et, au passage, coulerait la droite.

Ce qui menace le gouvernement Raffarin aujourd'hui, ce n'est franchement pas la concurrence de la gauche. Mais plutôt cette nouvelle flambée de mécontentement, où, aux électeurs de Le Pen, il faudrait ajouter les millions d'abstentionnistes. Dans un scrutin où la participation dépassait les 70 % il y a 12 ans, on craint qu'elle ne tombe en dessous des 50 % cette année. Autre signe de malaise.

## Le terrorisme et les « mensonges » d'Aznar s'invitent dans la campagne

LOUIS-BERNARD ROBITAILLE

COLLABORATION SPÉCIALE

MARSEILLE — C'était prévisible. Le bain de sang de Madrid, la menace terroriste sur l'Europe et la victoire surprise des socialistes espagnols ont fait irruption dans la campagne électorale en France.

Même si les événements espagnols ont, tout de même, peu à voir avec des régionales qui, en théorie du moins, traitent de transports régionaux, de constructions de lycée ou d'aides à l'emploi. Mais ces élections sont aussi, et surtout, un affrontement sur le plan national

entre gauche et droite, et la tentation était forte de se raccrocher à une telle actualité pour réveiller une campagne bien morose, où l'abstention s'annonce catastrophique.

La première salve a été lancée lundi matin par l'ancien ministre Jack Lang, officiellement porte-parole de la campagne socialiste: après avoir félicité les Espagnols d'avoir « sanctionné sévèrement le gouvernement du mensonge », il ajoutait dans son communiqué: « Jean-Pierre Raffarin, l'ami politique de M. Aznar, mène depuis deux ans les Français en bateau, les gruge et

les trompe, et a élevé le cynisme au rang de méthode officielle. C'est le gouvernement du mensonge permanent ».

Une violence de ton qui a provoqué le scandale à droite. Et un peu de malaise au Parti socialiste, même si son chef, François Hollande, reprenait le même thème: « En France, la sanction doit porter sur une autre forme de dissimulation... »

En réalité, les événements de Madrid ne sont pas en soi de nature à alimenter la polémique en France. Malgré quelques divergences secondaires et des différences de sty-

le, la gauche et la droite sont globalement d'accord, à la fois sur la lutte contre le terrorisme et la politique de la France vis-à-vis des États-Unis et de l'Irak.

Il n'en reste pas moins que, de l'avis de la plupart des observateurs, le climat de tension actuel favorise le gouvernement. D'abord, parce qu'il y a une tendance spontanée à serrer les rangs autour du gouvernement. Ensuite, parce que la droite a naturellement meilleure réputation dans le domaine de la sécurité. Enfin, parce que l'homme fort du gouvernement, Nicolas Sarkozy, doit justement sa popularité à

sa réputation d'homme à poigne en matière de police.

Tout le monde aura noté, en tout cas, la rapidité avec laquelle le gouvernement a fait état des menaces terroristes signées des « serviteurs d'Allah ». Communiqué dès le début de l'après-midi, et déclaration solennelle du premier ministre Raffarin en début de soirée. Alors qu'il s'agissait encore d'une affaire très obscure et hypothétique, le gouvernement choisissait de jouer la carte de la dramatisation. En espérant peut-être faire revenir au bercail des électeurs tentés par Le Pen et, surtout, l'abstention.

# LA PRESSE D'AILLEURS

PLUS

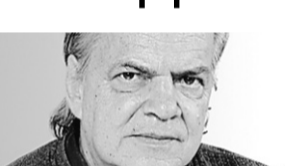


PHOTO AP

Le président des États-Unis, George W. Bush, qui a atterri en coup de vent sur le porte-avions *USS Abraham Lincoln* le 1<sup>er</sup> mai dernier, sur le thème de « mission accomplie ». Dix mois plus tard, la scène laisse songeur.

## Toujours plus forts... et plus seuls

La grande presse n'est pas tendre pour les États-Unis dans son appréciation de la première année d'occupation de l'Irak



RÉAL PELLETIER

Dans les heures fébriles qui ont entouré, la semaine dernière, le premier anniversaire de l'attaque américaine contre l'Irak de Saddam Hussein, on a vu à la télé des images d'un président Bush au sourire tiède demandant à certains alliés d'oublier le passé et de resserrer les rangs.

C'est que la plupart des bilans que dressent les grands médias de cette première année d'occupation en Irak n'offrent guère d'espoir d'une normalisation rapide en Irak pas plus que d'une avancée importante dans la guerre contre le terrorisme. Des doutes qu'on renforcés le spectaculaire attentat ferroviaire de Madrid et la chute consécutive du gouvernement conservateur espagnol.

### Riches, célèbres... et seuls

Les États-Unis, en cette première année d'occupation de l'Irak, n'ont rien perdu de leur puissance militaire et économique, mais leurs rapports avec le reste du monde paraissent plus boiteux que jamais.

Les chiffres relatifs à la puissance américaine sont toujours renversants. Philip Bobbitt, de l'Université du Texas, en livrait une récolte toute fraîche dans le *Financial Times* du week-end dernier :

>>> Les États-Unis comptent pour 38 % des dépenses militaires dans le monde, soit l'équivalent des 11 pays qui les suivent dans l'ordre décroissant de ce type de dépenses.

>>> En 2006, le budget militaire des États-Unis équivaldra à la somme de toutes les dépenses militaires faites par tous les autres pays du monde.

>>> En 2003, la seule augmentation des dépenses militaires annuelles équivalait presque à l'ensemble du budget militaire britannique et aux trois quarts de celui de la Chine.

>>> La puissance économique des États-Unis est à l'avenant : l'économie américaine en l'an 2000 équivalait à celles, additionnées, des quatre pays suivants, soit le Japon, l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne.

Et pourtant, ce puissant pays se sent bien seul. Plus seul que jamais, selon plusieurs analystes, qui s'appuient d'ailleurs sur les sondages de plus en plus courus de la maison indépendante américaine Pew. Traditionnellement, les

rapports des États-Unis avec le reste du monde se définissent d'abord et avant tout par la qualité de ces rapports avec l'Europe. Or, il est un signe qui ne trompe pas : tant les Français (75 %) que les Allemands (63 %), que les Turcs (60 %) que les Russes (56 %) voire que les Britanniques (56 %) souhaitent une Europe plus indépendante en termes de défense et de diplomatie. C'est la façon européenne civilisée de dire qu'on veut moins de présence américaine dans le décor décisionnel.

Washington vient de rater ici un vote de confiance. Mais c'est le Washington de George W. Bush. Car l'adversaire éventuel de M. Bush, le sénateur John Kerry, jouit d'une presse complaisante en Europe, signale la chronique européenne hebdomadaire de *l'Economist*, intitulée *Charlemagne*.

### Mépris primaire

Le clan Bush ne fait que récolter ce qu'il a semé, notamment une propagande insidieuse contre la « vieille Europe » (dixit le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld), contre la France en particulier, qui va se prolonger, semble-t-il, durant la campagne présidentielle.

Lors d'un récent petit déjeuner d'affaires à Washington, le leader de la majorité républicaine à la Chambre des représentants, Tom DeLay, a accueilli les invités par la phrase suivante : « Good morning, or bonjour as John Kerry would say. » Il y avait, concentrée dans ces neuf mots choisis, la haine à la fois de l'adversaire politique et de ce qui est français.

Le magazine allemand *Stern* se gausse à l'idée de ce que M. Kerry peut lire (le quotidien français) *Le Monde* pendant que M. Bush affiche sa fierté... de ne lire aucun journal. (NDLR : de mémoire, le dernier président des États-Unis qui pouvait parler couramment français fut Thomas Jefferson (1743-1826), auteur principal de la Déclaration d'indépendance.) *Stern* est d'autant plus impressionné que M. Kerry peut aussi se débrouiller en allemand.

L'initiative française de lutter contre la guerre en Irak a fait mal aux Américains. Ce qui n'a pas empêché les Français de participer à la guerre mondiale contre le terrorisme, décrétée par la Maison-Blanche. Le *New York Times* cite, depuis Paris, le général français Henri Bentégeat, qui raconte bien modestement qu'à plusieurs reprises, Oussama ben Laden a échappé de près à une bande de 200 soldats des forces spéciales françaises en Afghanistan.

### Irak ou Afghanistan ?

C'est que la vraie guerre contre le terrorisme se situe peut-être là plutôt qu'en Irak. Paul Krugman, chroniqueur du *New York Times*, est d'avis que la réputation

de guerrier antiterroriste du président Bush est une affaire d'image plus que de réalité. « La vérité, écrit M. Krugman, c'est que Bush, toujours prêt à évoquer le 11 septembre pour justifier sa guerre (sans rapport) avec un pouvoir laïc (l'Irak), s'est toujours abstenu de cibler les terroristes qui ont véritablement attaqué l'Amérique et ceux qui les ont soutenus, en Arabie Saoudite et au Pakistan. » Certes, on a fait la chasse aux talibans après le 11 septembre 2001, mais à partir de l'été 2002, le nom d'Oussama ben Laden est disparu des discours de Bush qui n'en avait plus que contre Saddam Hussein.

Ce n'était pas qu'un choix de rhétorique, explique le chroniqueur. On a retiré de la circulation des ressources importantes dirigées contre Al-Qaeda — qui avait pourtant attaqué les États-Unis — pour les pointer contre Saddam Hussein, qui n'avait pas attaqué les États-Unis. Il aura fallu attendre à

il y a quelques jours la reprise sérieuse de l'effort pour capturer ben Laden, écrivait M. Krugman, la semaine dernière.

Il est maintenant clair, dit-il, qu'en ciblant l'Irak, M. Bush a fait une grande faveur à Al-Qaeda. Ses terroristes et leurs alliés talibans ont eu le temps de refaire leurs forces, au point où les talibans ont repris le contrôle de près du tiers de l'Afghanistan et qu'Al-Qaeda a retrouvé la main pour les opérations d'envergure.

Mais ça va plus loin : la maison Bush s'est montrée très tolérante à l'égard de l'Arabie Saoudite, pays d'origine et de financement des artisans du 11 septembre, et du Pakistan, qui a créé les talibans et qui s'est lourdement impliqué dans la prolifération des armes nucléaires.

Il s'ensuit pour les États-Unis, estime Robert Kagan, du Carnegie Endowment for International Peace, que la guerre la plus difficile qu'effrontent les États-Unis, en est une de légitimité. « L'Amérique, écrit-il dans le *New York Times*, pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale, traverse une crise de légitimité internationale. »

Il y a ici la perception qu'ont des États-Unis les opinions publiques étrangères, mais aussi celle qu'entretiennent les classes politiques et les corps diplomatiques. Quand le Parti socialiste espagnol, qui vient de reprendre le pouvoir à Madrid, juge que l'Espagne doit retirer ses troupes d'Irak à moins que les Nations unies prennent la situation en main, ça en dit long sur l'estime dans laquelle on tient à la fois les États-Unis et l'ONU.

Un groupe de penseurs du Brookings Institution écrit, dans le *Financial Times*, de Londres, que c'est un envoyé de l'ONU, Lakhdar Brahimi, qui a réussi à convaincre le chef spirituel des chiites irakiens de ne plus réclamer d'élections précipitées. Même si les États-Unis assurent encore plus de 80 % de la présence militaire d'occupation en Irak, assument 90 % des dépenses internationales et encaissent 90 % des victimes venant de l'étranger.

Mais Madrid, disent-ils, vient peut-être, sans trop s'en rendre compte, de trouver une porte de sortie à Washington en réclamant un rôle accru pour l'ONU en échange du maintien des troupes espagnoles en Irak.

On lisait ça jeudi dernier, dans le *Financial Times*. Deux jours plus tôt, dans l'autre grand journal financier planétaire, le *Wall Street Journal*, le chroniqueur conservateur George Melloan faisait déjà des gorges chaudes à l'idée qu'on fasse intervenir plus à fond l'ONU dans le dossier irakien : l'ONU, dit-il, une institution pratiquement inexistante, qui n'a jamais été un modèle de transparence comme en font foi les scandales qui ont marqué le programme pétrole contre nourriture sous Saddam Hussein.

## LES FORCES D'OCCUPATION

La liste des pays qui contribuent à la coalition militaire étrangère en Irak.

PAYS	NOMBRE DE SOLDATS
États-Unis	110 000
Grande-Bretagne	8220
Italie	2950
Pologne	2500
Ukraine	1650
Espagne	1300
Pays-Bas	1300
Australie	850
Corée du Sud	500
Roumanie	500
Danemark	500
Thaïlande	451
Bulgarie	450
El Salvador	380
Honduras	370
Azerbaïdjan	150
Mongolie	130
Lettonie	120
Slovaquie	110
Lituanie	110
Portugal	100
Philippines	96
République tchèque	80
Albanie	70
Nouvelle-Zélande	63
Estonie	46
Kazakhstan	27
Nicaragua	0
Géorgie	0

Sources : *The New York Times*, qui s'est alimenté au département de la Défense, à des ambassades et à Associated Press.

L'entourage présidentiel évoque souvent l'étendue de la coalition, mais plusieurs pays n'apportent finalement qu'une contribution symbolique.

WALL STREET JOURNAL

## Énergie

C'est souvent durant les périodes difficiles que les idées les plus géniales voient le jour. Ainsi, pendant que le prix de l'essence à la pompe est en ascension libre, des petits futés imaginent, aux États-Unis, un mécanisme de fermeture automatique de combustion d'un véhicule d'immobilisé dans un bouchon routier. Les concepteurs anticipent des économies moyennes de carburant de l'ordre de 5 à 10 %, tellement les bouchons sont devenus fréquents dans les grandes villes. Dans le cas des grosses cylindrées, l'économie de carburant pourrait atteindre les 50 %. On a donné le nom d'ISA (pour *Integrated Starter Alternator*) à ce bidule dont le mécanisme s'apparente à celui qui fait passer les véhicules hybrides de l'essence à l'électricité et vice-versa. Mais l'ISA est spécialement conçu pour les voitures de taille moyenne en montant, les véhicules utilitaires ou sport et les camions. La formule à laquelle songe General Motors pour ses camions est un ISA qui ferme la combustion quand la vitesse est réduite à 13 milles à l'heure jusqu'à immobilisation. Un relâchement des freins ou un petit coup d'accélérateur ensuite redémarre la combustion.

INTERN. HERALD TRIBUNE

## Pédagogie

Après avoir émondé ses menus états-uniens de références aux portions *supersize*, McDonald's commence à tester de nouveaux produits sur le marché européen avec la même préoccupation de base : casser la perception d'équivalence entre l'obésité et manger chez McDo. L'entreprise vient de lancer, en Allemagne et en Grande-Bretagne huit nouveaux produits santé complétant son offre traditionnelle de burgers et de frites. Il s'agit surtout de salades offertes en plats de résistance, semblables à celles que l'on trouve maintenant chez ce marchand aux États-Unis. Un mémo interne de McDonald's Europe, obtenu par l'*International Herald Tribune*, parle du plus important changement imposé au menu de McDo depuis sa présence en Europe. L'entreprise affronte des résistances différentes en Europe et aux États-Unis. En Amérique, McDo est menacée de poursuites judiciaires pour atteinte à la santé des gens ; en Europe, ce sont les mouvements de consommateurs qui gueulent, désirant surtout des restrictions à la pub de McDo aux heures de télé fréquentées par les enfants. D'autres vont plus loin, réclamant de la Commission européenne l'abolition de toute pub de *fast-food*, comme pour le tabac.

THE SUNDAY TELEGRAPH

## Nostalgie

Parlant de tabac, l'industrie américaine du cinéma avait, au fil des ans, apporté une belle contribution contre le tabagisme en réduisant le nombre de scènes où les héros fumaient ostensiblement. Mais depuis 10 ans, on a renversé la vapeur et les scènes où les héros fument sont en hausse. Des spécialistes de l'Université de Californie ont analysé 150 films produits entre 1950 et 2002 et constatent que présentement, en une heure d'un film typique, on assiste à 11 scènes de consommation de tabac. Ce chiffre réjoint et dépasse même la fréquence qu'on retrouvait dans les films des années 1950. Les militants antitabac soupçonnent évidemment les lobbies du tabac d'agir en sous-main à Hollywood.

THE SUNDAY TELEGRAPH

## Nécrologie

Pour avoir trop fumé ou abusé autrètement de leur corps, des Européens aisés mais frappés de maladies mortelles choisissent d'aller finir leurs jours dans une clinique d'euthanasie de Zurich, en Suisse. La clinique Dignitas est l'une des quatre cliniques suisses qui pratiquent le suicide assisté et la seule qui accepte des étrangers. Mais les autorités suisses craignent que ne se développe un « tourisme du suicide », constatant que la plupart des 91 patients étrangers qui ont eu recours à cette clinique l'an dernier n'y ont passé que 24 heures, ce qui fait craindre des examens bâclés et des diagnostics erronés. Un couple de Britanniques qui a eu recours à Dignitas l'an dernier se composait d'un homme de 59 ans souffrant d'épilepsie et de sa femme de 53 ans affectée de diverses maladies dont le diabète. Une réforme de la loi obligera les candidats au suicide assisté à avoir vécu au moins six mois en Suisse.

## Un disque et une sphère hollandais

La ceinture de Kuiper et le nuage d'Oort portent mal leur nom. En fait, la ceinture ressemble davantage à un disque, et le nuage à une coquille sphérique. Toutes deux découvertes par des Hollandais, ces deux régions sont situées aux limites du système solaire. Elles ont été postulées presque en même temps, en 1950, par l'astronome américain d'origine hollandaise Gerard Kuiper, et l'astronome hollandais Jan Oort, pour expliquer les

orbites des comètes : celles qui ont une orbite courte semblent partir de la région de Pluton, alors que celles qui ont une orbite longue peuvent provenir de toutes les directions, mais rarement plus loin que 50 000 unités astronomiques (UA, 150 millions de kilomètres, la distance de la Terre au Soleil). Les comètes se rapprocheraient du Soleil quand leur orbite est perturbée par une autre étoile ou par Neptune. Paradoxalement, le

nuage d'Oort serait formé de matière qui était au départ au centre du système solaire, mais aurait été éjectée lors de la formation des planètes, alors que la ceinture de Kuiper aurait toujours été au même endroit. Le premier membre de la ceinture de Kuiper a été découvert en 1992 (et 800 autres depuis), alors que Sedna serait peut-être le premier représentant du nuage d'Oort, qui contiendrait des milliers de milliards d'objets

NUAGE D'OORT

100 000 UA

SEDNA

# SEDNA

## ENTRE OORT ET KUIPER

MATHIEU PERREAULT

Oort ou Kuiper? La découverte d'une 10<sup>e</sup> «planète», annoncée cette semaine par une équipe d'astrophysiciens californiens, bouleverse la topographie du système solaire. C'est que Sedna se démarque des autres objets de la ceinture de Kuiper, qui entoure Pluton, mais est beaucoup trop proche du Soleil pour appartenir au nuage d'Oort.

«Dans les deux cas, Sedna redéfinit les limites de ces régions», explique Robert Lamontagne, professeur d'astrophysique à l'Université de Montréal. «Les découvreurs de Sedna ont raison de souligner qu'il n'y a aucune orbite de cette nature dans la ceinture de Kuiper : elle est plus loin et plus elliptique. C'est plus facile de l'imaginer comme un objet du nuage d'Oort. Mais dans ce cas, on est obligé de considérer le nuage comme un beigne sphérique, plutôt qu'une mince coquille comme maintenant.»

Sedna met 10 500 ans à faire le tour du Soleil, contre 250 pour Pluton. Elle s'approche de notre étoile jusqu'à 75 unités astronomiques (UA, 150 millions de kilomètres, la distance de la Terre au Soleil), et s'en éloigne jusqu'à 900 UA; Pluton oscille entre 30 et 50 UA. À titre de comparaison, la comète de Halley-Bopp, qui provient probablement du nuage d'Oort, a une orbite de 2500 ans qui passe près de la Terre, une trajectoire beaucoup plus semblable à celle de Sedna.

Sedna a été découverte en novembre par une équipe de l'Institut de technologie de Californie, dont les membres ont ensuite vérifié sa taille et sa distance pendant trois mois, avec l'aide d'autres télescopes terrestres et du télescope spatial *Spitzer*, lancé en août dernier. Les mensurations du nouvel objet ont été établies à partir de la manière dont il reflète la lumière du Soleil, qui, à cette distance (90 UA), ne paraît pas plus gros que le chas d'une aiguille.

### Jour de 18 heures

«Les objets de chaque section du système solaire ont une composition chimique typique, qui reflète le Soleil différemment, dit M. Lamontagne. Plus près du Soleil, il y a plus de roches, et plus loin, des gaz sous différentes formes. Mercure et Mars sont faites de roches, mais Jupiter et Neptune, de gaz. La ceinture d'asté-

roïdes entre Mars et Jupiter est faite de roches, alors que la ceinture de Kuiper est glacée.»

Au passage, les astronomes ont découvert que Sedna a probablement une lune, parce que sa vitesse de rotation sur elle-même diminue sans cesse. Ce phénomène s'observe aussi avec la Terre, relève M. Lamontagne: voilà 900 millions d'années, les journées terrestres duraient 18 heures, contre 24 aujourd'hui. Le jour sur Sedna équivalait à 40 jours terrestres. En même temps que la vitesse de rotation des planètes lunées diminue, leur satellite s'éloigne.

La vitesse de rotation a pu être évaluée parce que cela fait deux ans que l'équipe californienne scrute cette région du ciel. Elle a retrouvé Sedna sur les images du début et a pu ainsi évaluer son ralentissement.

Cette recherche systématique rappelle celle qui a mené à la découverte de Pluton, en 1930. «En fait, on a découvert Pluton parce qu'on tenait absolument à le faire, dit M. Lamontagne. On pensait qu'il existait une neuvième planète au-delà de Neptune. Mais ces modèles étaient erronés, et de toute façon Pluton était beaucoup moins grosse que prévu. C'est ce qui explique qu'on se retrouve avec une neuvième planète qui est si différente des huit autres. Maintenant, on doit composer avec des objets comme Sedna, qui sont tellement proches de Pluton qu'on n'a presque pas le choix de les considérer comme des planètes. Si on n'établit pas la définition d'une planète, on va se retrouver d'ici quelques années avec 15, 20 planètes. Car il est certain qu'on trouvera d'autres objets de la même taille.»



## Qu'est-ce qu'une planète ?

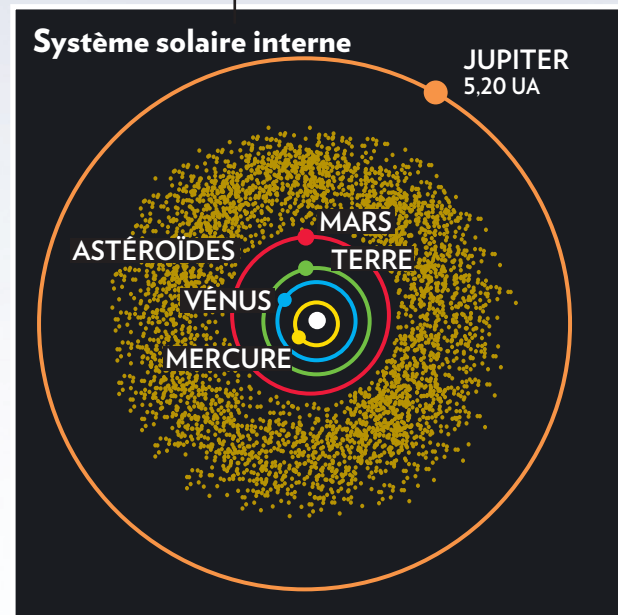
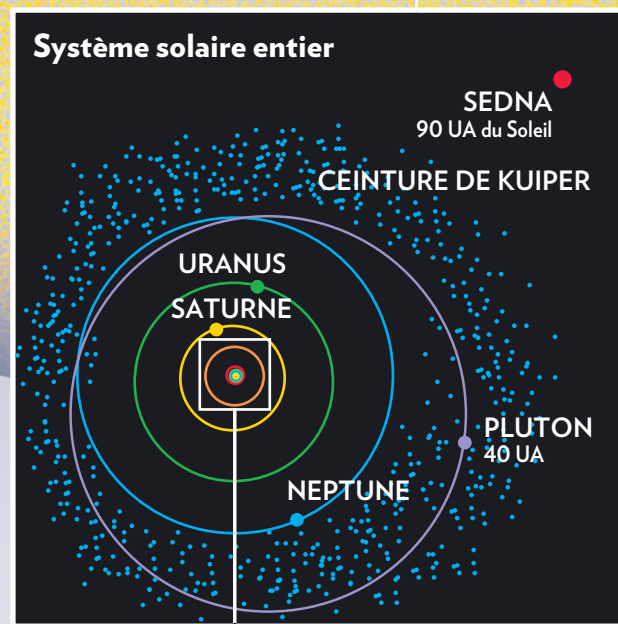
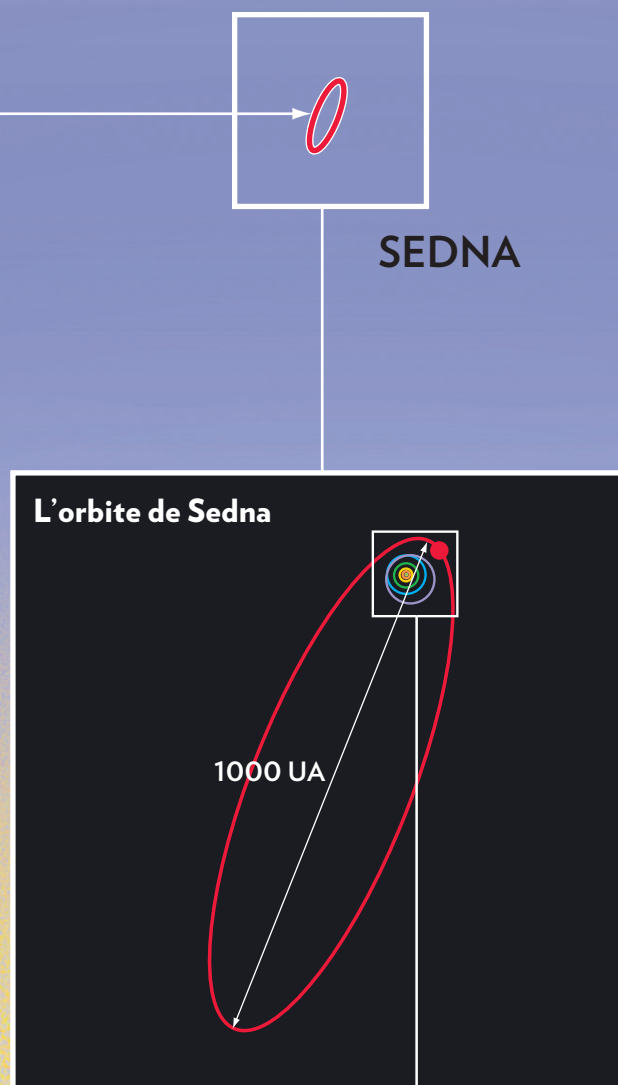
Les découvreurs de Sedna proposent une nouvelle définition de ce qu'est une planète : un corps dont la masse est plus grande que tous les autres corps qui ont une orbite similaire autour du Soleil. Pluton ne passerait pas le test, ni Sedna, mais les huit premières planètes, oui.

En 1999, l'Union astronomique internationale (UAI) a dressé un constat sévère des déviations de Pluton : elle est deux fois plus petite que la plus petite de ses consœurs, diffère radicalement de ses voisines immédiates, qui sont géantes et gazeuses, parcourt autour du Soleil une ellipse beaucoup plus prononcée que Mercure, la planète arrivant en deuxième au plan de l'excentricité de l'orbite, est la seule à croiser l'orbite d'une autre planète (Neptune, entre 1979 et 1999) et a un satellite démesurément grand par rapport à sa taille — Charon est seulement moitié moins

grand.

L'UAI a proposé de définir une planète par sa taille ou sa masse, par la sphéricité induite par une masse suffisante relativement à la gravité solaire, ou par la masse relative au sein d'une portion du système solaire (90 % de la masse comprise entre 0,8 et 1,2 fois la distance moyenne au Soleil, ce qui désavantage Pluton à cause de son orbite elliptique). Mais le tollé de protestations dans les médias américains, à propos de la «démotion» de Pluton, seule planète découverte par un Américain, a poussé l'UAI à remettre à plus tard la révision de la définition de planète.

La découverte de Sedna a permis de relancer le débat, et l'UAI promet maintenant d'en arriver à une nouvelle définition sous peu. La seule manière dont Pluton pourrait échapper au couperet serait qu'on invoque des motifs historiques.



SOURCE : CALTECH

INFOGRAPHIE LA PRESSE

Une série d'agrandissements permet de saisir les distances vertigineuses que couvre le nuage d'Oort. Ainsi, en partant du bas, on peut voir que le Système solaire interne, compris à l'intérieur de l'orbite de Jupiter, mesure un peu plus de 10 unités astronomiques (UA) soit 10 fois la distance moyenne entre la Terre et le Soleil (qui est de 149 598 000 km). Le système solaire entier, mesuré au niveau de la ceinture de Kuiper, au-delà de Pluton, fait une centaine d'UA. L'orbite de Sedna est, elle, d'environ 1000 UA. Le nuage d'Oort quant à lui mesure plus de 100 000 UA.